



Le climat a un problème de trésorerie.

On dépense bien plus d'argent dans le monde pour aggraver la crise climatique que pour la combattre.

Alors que la crise climatique s'aggrave, les énergies fossiles et l'agriculture industrielle - les deux secteurs qui contribuent le plus au changement climatique - continuent de se développer et de prospérer. Pendant ce temps, les solutions nécessaires pour faire face à la crise climatique restent largement sous-financées.

L'impact de l'utilisation des combustibles fossiles sur le climat est bien connu, mais le rôle de l'agriculture industrialisée dans la crise climatique l'est moins. L'agriculture est le deuxième contributeur au changement climatique, et les approches industrielles, commercialisées et contrôlées par les géants de l'agro-industrie, sont responsables de la majeure partie des émissions du secteur.¹ Ces approches favorisent la déforestation, commercialisent de manière agressive des produits agrochimiques qui entraînent de grandes quantités d'émissions de gaz à effet de serre (GES) et développent l'élevage industriel. Elles portent atteinte à des milliards de petit·e·s producteurs et productrices agricoles et à leurs systèmes agroécologiques, qui pourraient nourrir la planète tout en ralentissant les effets du changement climatique. La dépendance de l'agriculture industrielle à l'égard des combustibles fossiles pour la production de pesticides et d'engrais n'est qu'une des façons dont les deux industries sont liées.

Les pays les plus pauvres de la planète, déjà touchés de manière disproportionnée par les effets de la crise climatique, accueillent un nombre croissant d'exploitations de combustibles fossiles et d'agriculture industrielle : des mines de charbon, des puits de gaz, des oléoducs, des centrales électriques au charbon et des plantations de monocultures arrosées de produits agrochimiques tels que des engrais et des pesticides. Ces activités entraînent des conflits pour l'accès à la terre et à l'eau, provoquent des décès prématurés, détruisent les écosystèmes, empoisonnent les rivières et les lacs et aggravent les effets du changement climatique qui dévastent déjà ces pays.

Le financement des combustibles fossiles et de l'agriculture industrielle risque également d'enfermer les pays du Sud dans la construction d'infrastructures coûteuses et dépendantes de la dette qui deviendront rapidement obsolètes, plutôt que d'investir dans des opportunités de développement durable telles que les énergies renouvelables et l'agroécologie.

Ce rapport analyse les flux financiers des banques vers les combustibles fossiles et l'agriculture industrielle dans 134 pays.

Les banques déclarent publiquement qu'elles s'attaquent au changement climatique, mais l'ampleur du financement qu'elles continuent d'accorder aux combustibles fossiles et à l'agriculture industrielle est colossale.

Une nouvelle étude menée par ActionAid montre que :

- Les financements bancaires accordés à l'industrie des combustibles fossiles dans les pays du Sud ont atteint un montant estimé à **3 200 milliards** de dollars américains au cours des sept années qui ont suivi l'adoption de l'Accord de Paris sur le changement climatique.²
- Les financements bancaires accordés aux plus grandes entreprises agricoles industrielles opérant dans les pays qui ont le moins contribué au changement climatique se sont élevés à **370 milliards** de dollars au cours de la même période.
- Depuis l'Accord de Paris, les banques ont fourni **20 fois plus** de financement aux combustibles fossiles et à l'agro-industrie dans le Sud que ce que les gouvernements du Nord ont fourni comme financement climatique aux pays en première ligne de la crise.

Financement bancaire annuel moyen à la fois aux combustibles fossiles et à l'agriculture industrielle dans les pays du Sud de 2016 à 2022 :

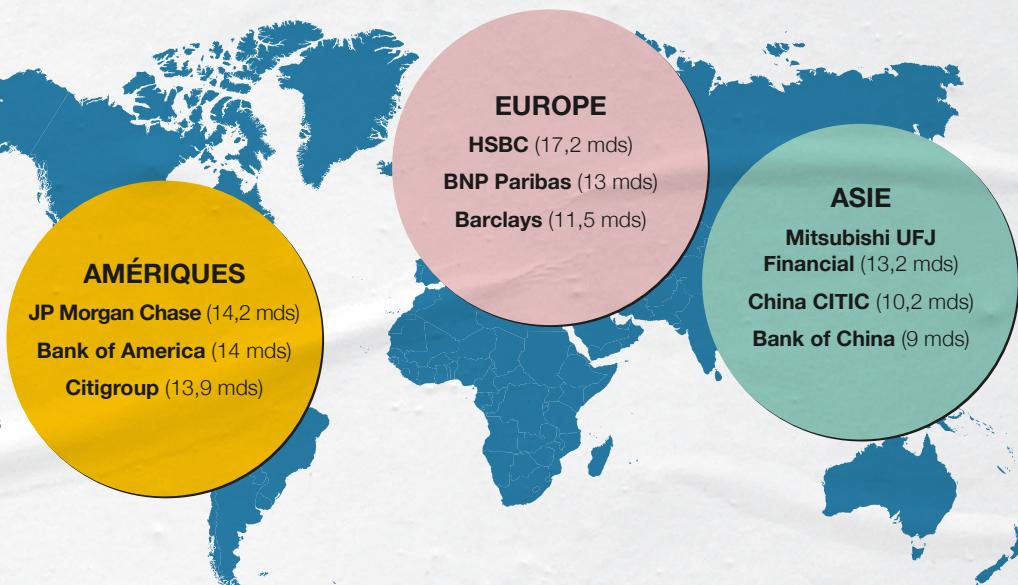
513 milliards (mds) de dollars

Soutien financier à l'action climatique dans les pays du Sud en 2020 :

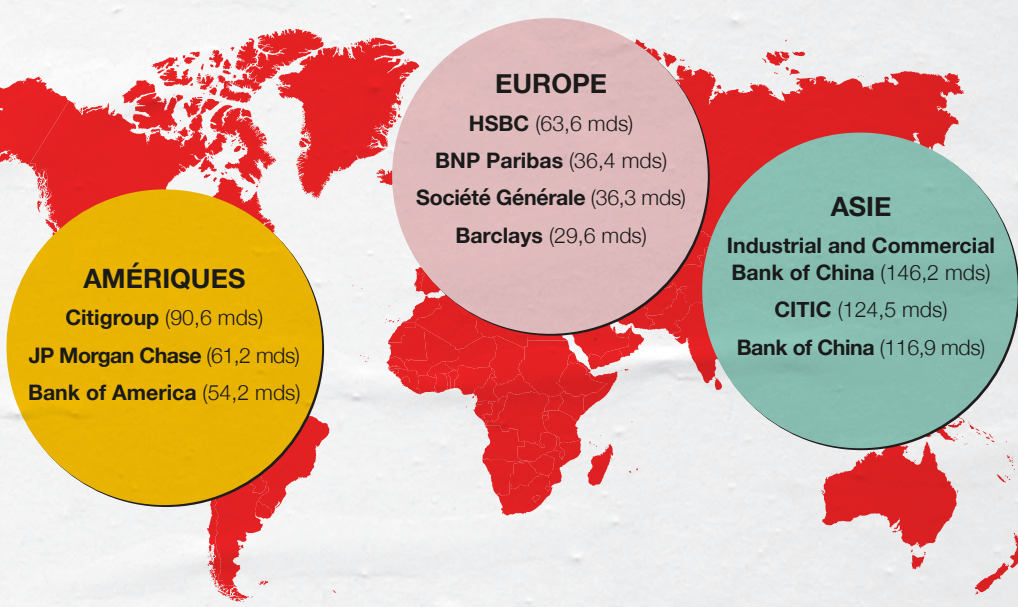
22,25 mds

Cette surabondance de financements non durables est fournie par un grand nombre des plus grandes banques du monde, comme le montre le tableau 1. En Europe, les plus grands financeurs des combustibles fossiles et de l'agriculture industrielle sont HSBC, BNP Paribas, SG (Société Générale) et Barclays. En Amérique, les trois plus grandes banques américaines - Citigroup, JPMorgan Chase et Bank of America - ont été les bailleurs de fonds les plus actifs de ces deux secteurs. En Asie, les principaux bailleurs de fonds des combustibles fossiles et de l'agriculture industrielle sont la Banque industrielle et commerciale de Chine, la Banque CITIC de Chine, la Banque de Chine et Mitsubishi UFJ Financial.

**LES BANQUES
QUI FINANCENT
LE PLUS
L'AGRICULTURE
INDUSTRIELLE
DANS LES PAYS
DU SUD (en dollars
américains)**



**LES BANQUES
QUI FINANCENT
LE PLUS LES
COMBUSTIBLES
FOSSILES DANS
LES PAYS DU
SUD (en dollars
américains)**



Le plus grand bénéficiaire du financement de l'agriculture industrielle dans les pays les plus pauvres est Bayer, la multinationale allemande qui a acheté la société agrochimique et biotechnologique controversée Monsanto en 2018. Bayer a reçu un financement estimé à 20,6 milliards de dollars pour ses opérations agro-industrielles depuis 2016.

Les autres grands bénéficiaires du financement bancaire de l'agriculture industrielle dans les pays étudiés sont ChemChina (Syngenta), le groupe COFCO, Archer-Daniels-Midland (ADM) et le groupe Olam, qui sont tous impliqués dans la vente de produits agrochimiques climaticides ou d'aliments pour animaux et de biocarburants qui favorisent la déforestation.

Les plus grands bénéficiaires du financement des combustibles fossiles dans les pays les plus pauvres comprennent la State Power Investment Corporation (203,9 milliards de dollars américains depuis 2016) et plusieurs autres compagnies d'électricité et producteurs chinois fortement investis dans le charbon ; le négociant en matières premières Trafigura ; et les grandes compagnies pétrolières et gazières, notamment Saudi Aramco, Petrobras, Eni, Exxon Mobil, BP et Shell.

Tableau 1 : Principaux bénéficiaires de financements pour de l'agro-industrie au Sud

Banque	5 principaux bénéficiaires	Montant reçu de 2016 à 2022 (en milliards de dollars)
HSBC	Bayer, Cargill, ChemChina, Olam Group, WH GroupA	12,7
Bank of America	ADM, Bayer, Cargill, ChemChina, WH Group	11,4
JPMorgan Chase	ADM, Bayer, Bunge, Cargill, Olam Group	11,1
Citigroup	ADM, Bayer, Bunge, Cargill, Olam Group	10,3
China Merchants Bank	ChemChina, COFCO Group, Muyan Foodstuff, New Hope Group, Wilmar International	10
CITIC	ChemChina, COFCO Group, Muyan Foodstuff, New Hope Group, SinoChem International	10
MUFG	ADM, Bayer, ChemChina, Olam, UPL – United Phosphorous	9,7
Barclays	ADM, Bayer, Cargill, JBS, WH Group	9,2
BNP Paribas	ADM, Bayer, Cargill, ChemChina, Olam Group	8,4
Credit Suisse	ADM, Bayer, ChemChina, Olam Group, UPL – United Phosphorous	7,5
Bank of China	ChemChina, COFCO, New Hope Group, WH Group, Bolloré	7,4
Industrial and Commercial Bank of China (ICBC)	ChemChina, COFCO, New Hope Group, Olam, WH Group	7,3

Tableau 2 : Principaux bénéficiaires de financements pour l'extraction d'énergies fossiles au Sud

Banque	5 principaux bénéficiaires	Montant reçu de 2016 à 2022 (en milliards de dollars)
Industrial and Commercial Bank of China (ICBC)	State Grid Corporation of China, State Power Investment Corp Ltd, China Southern Power Grid Co Ltd, China Huadian Corporation Ltd, China Huaneng Group Co Ltd	77
Bank of China	China Huaneng Group Co Ltd, State Power Investment Corp Ltd, State Grid Corporation of China, China Southern Power Grid Co, China Huadian Corporation Ltd	38,5
CITIC (China)	Jinneng Group Co Ltd, State Power Investment Corp Ltd, CITIC Ltd, China Southern Power Grid Co Ltd, China Huaneng Group Co Ltd	34,8
Citigroup	Saudi Aramco, Petrobras, Exxon Mobil, Sumimoto Corporation, QatarEnergy	32
Bank of America	Exxon Mobil Corporation, Petrobras, BP plc, Occidental Petroleum Corporation, Sasol Ltd	24
JP Morgan Chase	Exxon Mobil Corporation, Saudi Aramco, Petrobras, Qatar Energy, Shell plc	24
HSBC	Saudi Aramco, Petrobras, Exxon Mobil Corporation, State Grid Corporation of China, QatarEnergy	21,2
Société Générale	Trafigura Group Pte Ltd, Saudi Aramco, Exxon Mobil Corporation, Mamoura Diversified Global Holding, TotalEnergies SE	20
BNP Paribas	Saudi Aramco, Shell plc, ENI SpA, Petrobras, BP plc	18
Crédit Agricole	Petrobras, Saudi Aramco, Eni SpA, Trafigura Groupe Pte Ltd, BP plc	17,3
Barclays	Exxon Mobil Corporation, Shell plc, BP plc, Power Finance Corporation Ltd, TotalEnergies SE	15,6
Morgan Stanley	Shell plc, Petrobras, Saudi Aramco, Exxon Mobil Corporation, BP plc	15

Dans les 134 pays étudiés, les financements accordés par les banques aux énergies fossiles et à l'agro-industrie éclipsent probablement les financements accordés aux énergies renouvelables et à l'agroécologie sur la même période. Des recherches récentes ont montré que seuls 7 % des financements accordés par les grandes banques internationales présentées dans notre rapport ont été consacrés aux énergies renouvelables au cours des sept années qui ont suivi l'Accord de Paris.³ Bien qu'il n'existe pas d'ensemble de données équivalent pour le financement de l'agroécologie, les prêts accordés par les banques "traditionnelles" ne représentent qu'une petite partie du financement dans ce secteur.⁴

Ce rapport dresse le profil de neuf des principales banques qui financent l'agriculture industrielle et les activités liées aux combustibles fossiles. Il montre que :

- Nombre de ces banques se sont engagées à atteindre un niveau d'émissions "nettes zéro" dans leur portefeuille de financement d'ici 2050, mais aucune n'a mis en place les politiques adéquates pour véritablement décarboner son portefeuille.⁵
- Plusieurs banques (dont Barclays, BNP Paribas, HSBC et Citigroup) ont désormais pour objectif à long terme d'éliminer progressivement les prêts au charbon, mais continuent pourtant à financer certains des plus grands producteurs d'énergie au charbon et sociétés minières.⁶
- Les grandes banques financent des entreprises responsables de projets controversés qui dévastent les communautés locales et les écosystèmes.
- Aucune des grandes banques n'a pour politique de supprimer totalement le financement du pétrole et du gaz, même si cela est nécessaire pour contenir le réchauffement climatique en-dessous de 1,5°C. Au lieu de cela, les principaux bénéficiaires des financements bancaires sont les plus grandes compagnies pétrolières et gazières.⁷
- Aucune des banques étudiées par ActionAid n'a de politique limitant le financement de l'agriculture industrielle ou favorisant l'agroécologie.
- Lorsqu'il existe des politiques en matière de produits agricoles, elles concernent généralement des secteurs spécifiques - l'huile de palme et le soja en particulier - mais reposent largement sur des systèmes de certification qui se sont révélés inefficaces.
- Les politiques relatives au rôle des producteurs de viande bovine dans la déforestation (en particulier en Amazonie) sont inadéquates, voire inexistantes.
- Les préjudices causés par le secteur agrochimique ne sont pas non plus pris en compte par les politiques bancaires. Aucune banque ne reconnaît ou ne cherche à réduire les dommages climatiques résultant de la production et de l'utilisation d'engrais azotés à base de combustibles fossiles par les entreprises agro-industrielles.

Les financements publics pourraient beaucoup contribuer à résoudre la crise climatique, mais restent une grande partie du problème. Les gouvernements continuent de diriger les fonds publics vers les combustibles fossiles et l'agriculture industrielle par le biais d'un réseau de subventions publiques, d'entreprises publiques, de banques publiques, de fonds de pension et de l'aide publique au développement (APD).

Les énergies renouvelables ont le potentiel pour dépasser largement la demande mondiale d'énergie prévue d'ici 2050, et sont déjà plus abordables que les combustibles fossiles dans la plupart des cas.⁸ Cependant, un financement approprié fait toujours défaut, y compris un financement climatique à plus grande échelle pour aider à atteindre l'objectif de l'accès universel à l'énergie. ActionAid promeut un modèle de démocratie énergétique qui nécessite une meilleure gouvernance énergétique et un modèle de production diversifié basé sur les énergies renouvelables.⁹

D'autre part, une transformation des systèmes alimentaires est nécessaire pour faire face à la crise climatique et répondre aux besoins de la population mondiale, et l'agroécologie est de plus en plus reconnue comme une alternative viable à l'agriculture industrielle.¹⁰ Mais cette transformation exige que les gouvernements et les financeurs donnent la priorité à la souveraineté alimentaire, en passant d'une approche axée sur la production de marchandises pour l'exportation et l'utilisation excessive de produits agrochimiques à une approche centrée sur les contributions des petites exploitations agricoles, et en particulier des exploitations tenues par des femmes. La promotion de l'agroécologie nécessite un soutien financier et technique accru, y compris des formations tenant compte des inégalités de genre, une aide à l'accès aux marchés, une réorientation des subventions, et des investissements dans les infrastructures et les installations de production et de transformation.

En cette période d'urgence climatique, les fonds publics doivent être augmentés et orientés dans l'intérêt public, afin d'assurer des transitions équitables vers les énergies renouvelables et l'agroécologie.

Il faut mettre fin à la folie écocide des banques et des gouvernements qui continuent à financer la destruction de la planète.

RECOMMANDATIONS

Les banques doivent :

- **ARRÊTER DE FINANCER LES COMBUSTIBLES FOSSILES** : cesser immédiatement de concevoir et de financer de nouveaux projets dans le secteur des énergies fossiles, cesser de financer toutes les activités liées au charbon et préparer une sortie rapide du pétrole et du gaz ;

- **METTRE FIN AU FINANCEMENT DE LA DÉFORESTATION ET D'AUTRES PRATIQUES AGRICOLES NOCIVES** : ne plus investir dans aucun nouveau projet de ce type, et mentionner clairement les lignes rouges à ne pas franchir pour continuer de bénéficier d'un financement ;

- **RESPECTER LES DROITS DES COMMUNAUTÉS AFFECTÉES PAR UN PROJET** : renforcer les politiques de lutte contre les violations de droits humains, contre la déforestation et contre les accaparements de terres, en garantissant le consentement préalable, libre et éclairé (FPIC) de la population aux activités financées, et en prévoyant des mécanismes d'alerte et de recours efficaces ;

- **S'EFFORCER DE RAMENER LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE AU NIVEAU "ZÉRO RÉEL"** : se fixer des objectifs réels et ambitieux pour ramener les émissions des activités et entreprises financées à un niveau aussi proche que possible de zéro, sans compensation, en tenant compte de tous les prêts et souscriptions émis, et des émissions des entreprises financées, du rang 1 à 3 ;

- **RENFORCER LA TRANSPARENCE ET LES OUTILS DE VÉRIFICATION** : rendre publiques des bases de données en ligne recensant les politiques, les indicateurs et les moyens adoptés pour que les prêts et financements accordés respectent leurs objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre et de respect des droits humains.

Les gouvernements doivent :

- **RÉGLER EFFICACEMENT LES SECTEURS BANCAIRES, FINANCIERS, DES COMBUSTIBLES FOSSILES ET DE L'AGRICULTURE INDUSTRIELLE** ;

- **RÉORIENTER LES SUBVENTIONS ACCORDÉES JUSQU'À PRÉSENT AUX ÉNERGIES FOSSILES ET À L'AGRO-INDUSTRIE**

- **RENFORCER LE SOUTIEN ET LA PROGRAMMATION DE SOLUTIONS RÉELLES TELLES QUE LES ÉNERGIES RENOUVELABLES ET L'AGROÉCOLOGIE**

- **FINANCER DES TRANSITIONS EFFICACES GRÂCE À DES MESURES DE JUSTICE FISCALE, À UN ALLÈGEMENT DE LA DETTE ET UNE AUGMENTATION DES FONDS DÉDIÉS À LA LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE.**

SOURCES

1. GIEC (2022) Changements climatiques 2022 : Atténuation des changements climatiques. Contribution du groupe de travail III au sixième rapport d'évaluation du groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg3/downloads/report/IPCC_AR6_WGIII_FullReport.pdf, p.750.
2. Les sources et la méthodologie qui sous-tendent ces chiffres sont expliquées dans l'annexe I du rapport complet. <https://actionaid.org/publications/2023/methodology-how-finance-flows>
3. Sierra Club (2023) "Just 7% of global banks' energy financing goes to renewables, new data shows", <https://www.sierraclub.org/press-releases/2023/02/just-7-global-banks-energy-financing-goes-renewables-new-data-shows>
4. Milieudefensie (2021) "Guideline Note : Alternative Financing for Agroecology and Community-based Forest Management", https://en.milieudefensie.nl/news/alternative-financing_guideline-note.pdf
5. Comme pour la plupart des objectifs "net zéro", les objectifs des grandes banques comportent plusieurs lacunes. Voir ActionAid et al (2020) Not Zero <https://actionaid.org/publications/2020/not-zero-how-net-zero-targets-disguise-climate-inaction>, Share Action (2022) In Debt to the Planet <https://shareaction.org/reports/in-debt-to-the-planet>
6. Reclaim Finance et al. (2023a) "Coal Policy Tool", <https://coalpolicytool.org/>
7. Reclaim Finance et al. (2023b) "Oil and Gas Policy Tracker", <https://oilgaspolicytracker.org/>
8. Teske, S. et al. (ed) (2019) Atteindre les objectifs de l'Accord de Paris sur le climat : Scénarios mondiaux et régionaux 100 % énergies renouvelables avec des trajectoires de GES non énergétiques pour +1,5°C et +2°C, <https://link.springer.com/content/pdf/10.1007/978-3-030-05843-2>.
9. ActionAid USA (2016) Power for the People <https://www.actionaidusa.org/publications/power-people-delivering-promise-decentralized-community-controlled-renewable-energy-access/>
10. Comité de la sécurité alimentaire mondiale (2020) "Recommandations du CSA sur les approches agroécologiques et autres approches novatrices pour une agriculture et des systèmes alimentaires durables qui renforcent la sécurité alimentaire et la nutrition", https://www.fao.org/fileadmin/templates/cfs/Docs1920/Agroecology_an_other_innovative/23_July_2020/1CFS_Agroecological_innovative_approaches.pdf

SEPTEMBRE 2023

AUTEURS : OSCAR REYES ET TERESA ANDERSON

ANALYSTES DE DONNÉES : WARD WARMERDAM, BARBARA KUEPPER ET LÉA VAN PHAM